Du juste équilibre : les limitations aux droits de l'homme en période de crise sanitaire (Première partie)

Catherine Le Bris

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/revdh/10551>

DOI: 10.4000/revdh.10551

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Catherine Le Bris, « Du juste équilibre :
les limitations aux droits de l'homme en période de crise sanitaire (Première partie) », *La Revue des
droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 31 October 2020, connection on 10
December 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10551> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.10551>

This text was automatically generated on 10 December 2020.

Tous droits réservés

Du juste équilibre : les limitations aux droits de l'homme en période de crise sanitaire (Première partie)

Catherine Le Bris

- 1 Assigner une population à domicile, fermer les établissements scolaires, les universités, les restaurants, les cafés, limiter les sorties « de loisir » à une heure quotidienne dans un rayon d'un kilomètre et restreindre drastiquement la circulation des personnes aux frontières extérieures de l'espace Schengen comme en son sein : à partir du 16 mars 2020¹, dans un contexte de pandémie de covid-19, l'état des libertés a brusquement basculé en France. Pour nombre de destinataires de ces mesures, nés, bien souvent, en temps de paix, dans un État de droit, une telle situation est inédite. À propos de ce confinement domiciliaire durable² imposée à une nation, Edgar Morin³ souligne que, même dans le ghetto de Varsovie, il était possible de circuler ; mais, précise-t-il aussi, ce ghetto était l'antichambre de la mort alors que le confinement d'aujourd'hui vise à protéger la vie.

2

L'état d'urgence n'est pas une nouveauté en France : de 2015 à 2017, il s'est inscrit dans la durée⁴. Toutefois, parce qu'il faisait suite à des attentats, ses modalités étaient différentes de celles que l'on connaît avec la crise sanitaire actuelle⁵ : les mesures prises visaient principalement des individus déterminés, à savoir le terroriste – réel, potentiel, voire virtuel⁶.

Le terroriste est considéré dans l'ordre international comme un ennemi du genre humain, *hostis humani generis*, qualification qui entraîne classiquement un régime d'exception. Après le 11 septembre 2001, il a, de plus, connu une forme de « bannissement »⁷ du droit international : appréhendé comme un « ennemi combattant », il a été considéré comme susceptible de résister aux interrogatoires et traitements les plus durs ; il est devenu l'hydre.

- 3 L'état d'urgence, notamment en France, a pu alors être perçu comme scindant l'humanité en deux : il venait protéger les « honnêtes gens » - selon une formule de Durkheim⁸ - contre un être « surpuissant », « assoiffé de vengeance »⁹, le terroriste.
- 4 La crise sanitaire actuelle est différente : l'hydre est désormais un virus et l'ennemi du genre humain est donc intérieur. Il est l'enfant, le voisin, le collègue de travail, le contrôleur de train. Le but reste la sécurité, désormais sanitaire, et comme en 2015, l'objectif est toujours de protéger la vie ; la terminologie de l'état d'urgence a, aujourd'hui encore, des accents martiaux¹⁰. Cependant, les limitations de libertés touchent, cette fois, tout un chacun : elles sont généralisées et deviennent, ainsi, pour un temps, la *norme*¹¹.
- 5 Les limitations sont inhérentes aux droits de l'homme ; il ne s'agit pas d'opposer les premières aux seconds : « La préservation de l'intérêt général et des intérêts d'autrui n'est pas l'« Autre » des droits et libertés, mais, dans une très large mesure, une condition de leur effectivité »¹².
- 6 L'Homme des droits de l'homme, il est vrai, est pensé de manière autonome : il n'est pas seulement la partie d'un tout qui le transcenderait ; ses droits lui permettent de s'autodéterminer¹³. Pour autant, il n'est pas placé *hors* du groupe, comme détaché de la cité ; il est, au contraire, « projet(é) dans une relation avec son alentour constitué par autrui, par la société, par le Pouvoir »¹⁴. Seule la communauté permet, d'ailleurs, « le libre et plein développement de sa personnalité »¹⁵ ; c'est pourquoi, il a des devoirs envers elle.

La crise sanitaire actuelle met en lumière cette dimension des droits de l'homme qui, en période « normale », se manifeste davantage par touches impressionnistes. Elle rappelle que ces droits reposent sur une « tentative permanente de combinaison des tendances antagonistes à la revendication des droits et à l'organisation des droits, des besoins simultanés et contraires de liberté et de Pouvoir »¹⁶. L'État peut – voire, doit, dans certains cas – limiter les libertés pour faire respecter les droits d'autrui et « satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique »¹⁷. C'est dans cet esprit que les décrets de mars 2020¹⁸ relatifs à la lutte contre la propagation du covid-19 ont été adoptés.

- 7 Reste que si des limitations des droits sont possibles, il existe aussi des limites à ces limitations. Lorsque l'État entend déroger aux droits de l'homme, il doit, conformément aux règles internationales, satisfaire à certaines conditions formelles et procédurales (I). Il doit s'assurer, aussi, que les mesures adoptées n'entraînent pas une « discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale »¹⁹ (II). Pour le reste, les limitations sont principalement affaire de nécessité et de proportionnalité (II) : la mesure en cause doit contribuer à la réalisation du but poursuivi qui doit être légitime (en l'occurrence protéger la santé et la vie) et les inconvénients causés ne doivent pas être démesurés par rapport à ce but ; il ne doit pas exister, non plus, d'autre mesure appropriée qui serait moins coûteuse en termes de libertés. Les limitations de droits s'apprécient ainsi à l'aune des circonstances ; elles ne se laissent pas enfermer dans un modèle donné d'avance. L'empirisme sur lequel elles reposent peut expliquer que les titulaires de ces droits rencontrent parfois des difficultés à déterminer si une situation déterminée constitue ou non une violation, comme le montrent des enquêtes menées en France ou dans d'autres États, notamment auprès des plus jeunes²⁰.

- 8 Il s'agira donc dans cet article d'examiner, à l'aune du droit international des droits de l'homme, et sans prétendre à l'exhaustivité, les principales mesures qui ont été prises en France dans le contexte de l'état d'urgence sanitaire déclaré à partir de mars 2020.

I/- Dérogations et restrictions aux droits

- 9 Déroger aux droits de l'homme n'est possible qu'en cas de danger public exceptionnel, à des conditions particulièrement strictes (A). Toutefois, lorsqu'un État décide d'instaurer l'état d'urgence et que les limitations apportées aux droits sont importantes et multiples comme cela a été le cas en France à partir de mars 2020, le recours à cette procédure s'impose pour des raisons de transparence, notamment, de manière à éviter un hiatus entre la situation interne et internationale (B).

A/- Des exigences formelles sont attachées à la dérogation

10

- 11 Les dérogations aux droits de l'homme protégés au niveau international ne peuvent intervenir qu'« en cas de danger public exceptionnel »²¹, lorsque l'existence même de la nation est en cause et « dans la stricte mesure où la situation l'exige »²². Ce danger exceptionnel peut être lié à un conflit armé, une catastrophe, une menace terroriste ou une pandémie – « guerre sanitaire » contre un ennemi « invisible »²³ –, mais quoi qu'il en soit, la situation doit être particulièrement grave. Deux conditions doivent être réunies : d'une part, la menace doit être dirigée, à la fois, contre la *totalité* de la population et contre tout ou partie du territoire ; d'autre part, la situation doit menacer l'indépendance politique de l'État, son intégrité territoriale, les fonctions essentielles de ses institutions ou, comme dans le cas d'une crise sanitaire, l'intégrité physique de sa population²⁴.
- 12 Si ces conditions doivent être réunies, l'État dispose toutefois d'une grande latitude dans leur appréciation : c'est lui qui décide en premier lieu et sans étape préalable²⁵ d'user de son droit de déroger. Il est considéré comme étant le plus à même pour déterminer si un danger public existe ; le contrôle international sur l'opportunité de cette décision est faible, pour ne pas dire inexistant. Dans ce type d'hypothèse, l'impératif d'efficacité prend, vraisemblablement, le pas sur l'impératif de légalité²⁶.
- 13 En revanche, l'État doit pouvoir justifier *chaque mesure concrète* qui découle de cette situation. C'est à ce stade que le contrôle des organes internationaux des droits de l'homme se fait plus marqué. L'approche de ces organes est conséquentialiste en ce qu'elle se focalise principalement sur les effets de la décision. Il ne s'agit pas tant de juger les motifs qui ont conduit l'État à déclarer l'état d'urgence que d'apprécier les conséquences concrètes de cette décision sur les droits de l'homme.
- 14 Pour être conforme aux exigences internationales, toute mesure doit être nécessaire, c'est-à-dire « dirigée contre un danger *réel*, manifeste, présent ou *imminent* et *ne peut être imposée par simple crainte d'un danger potentiel* »²⁷. Elle doit être, aussi, strictement proportionnée, c'est-à-dire que l'intensité de l'atteinte aux droits et libertés doit être fonction de la gravité de la menace²⁸. Avant de l'adopter, les autorités doivent s'assurer que les autres moyens, moins liberticides, sont manifestement inefficaces. Ainsi, si le port de masques ou des dépistages massifs sont susceptibles de constituer une réponse

appropriée à la pandémie, ils doivent être préférés aux autres mesures, en particulier aux interdictions de sortie, ce qui pose question en cas de pénurie de ce type de matériel sanitaire²⁹.

- 15 Dans les situations d'état d'urgence, déroger à la liberté de mouvement et de réunion est, en général, suffisant selon le Comité des droits de l'homme³⁰. S'agissant de la crise du covid-19, toutefois, de nombreux autres droits ont été impactés, en particulier le droit à une vie familiale normale qui s'est vu limité puisque les rapports entre petits-enfants et grands-parents étaient à éviter, sinon proscrits ; quant au droit au travail, il a été soit aménagé (avec le télétravail), soit entravé, selon les cas.

- 16 Certains droits ne peuvent souffrir d'aucune limitation, y compris en cas de danger exceptionnel ; les organes internationaux sont particulièrement vigilants sur ce point. La liste de ces droits indérogeables varie quelque peu d'une convention de droits de l'homme à une autre, mais il existe un noyau dur de droits absolus. Celui-ci – qui interdit notamment la torture ou les traitements inhumains et dégradants³¹ ainsi que les atteintes arbitraires à la vie – vise à protéger l'irréductible humain³². À ce titre, il est interdit, en particulier en cas d'épidémie, de soumettre une personne, sans son libre consentement, à une expérience médicale ou scientifique³³ : ni la liberté de recherche³⁴, ni les préoccupations de santé publique ne justifient qu'un médicament soit testé sur une personne qui n'a pas donné son accord dans le seul but d'en vérifier les propriétés. Le Conseil d'État a insisté sur ce principe du consentement dans sa décision relative à l'hydroxychloroquine³⁵.

Dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et contrairement à la Convention européenne des droits de l'homme, la liberté de religion présente un caractère indérogeable³⁶. Toutefois, des *restrictions* à cette liberté sont possibles dès lors qu'elles sont prévues « par la loi »³⁷ et nécessaires à la protection de la santé publique. Des cérémonies ou rassemblements religieux ont pu ainsi être temporairement interdits en France durant les premiers temps de la crise du covid-19³⁸. Ce type de mesures, toutefois, doit être régulièrement réévalué en fonction des circonstances ; le Conseil d'État l'a rappelé³⁹ : en période de déconfinement, l'interdiction générale et absolue de tout rassemblement dans les lieux de culte présente un caractère disproportionné et constitue une atteinte grave à la liberté de religion.

- 17 Par ailleurs, l'État qui décide de déroger aux droits de l'homme protégés au niveau international est tenu de respecter certaines règles formelles. Il doit adopter un « acte officiel »⁴⁰ proclamant le danger public exceptionnel de manière à en informer sa population. Il doit aussi le notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, s'agissant du PIDCP, ou du Conseil de l'Europe, pour la CEDH, et signaler ainsi la situation aux autres États parties⁴¹ au traité. L'État qui n'a pas activé la clause de dérogation ne peut arguer devant l'organe international de droits de l'homme de la situation d'urgence pour justifier d'éventuelles violations de droits individuels en cas de « plainte »⁴². Dans sa notification, l'État fournit, en principe, des explications précises et circonstanciées sur les motifs qui l'ont conduit à prendre de telles mesures et sur les libertés ou droits auxquels il entend déroger⁴³. Cette obligation de motivation a été plus ou moins respectée durant la crise du covid-19 : ainsi alors que certaines Parties au PIDCP, telles que le Salvador, ont détaillé les limitations aux droits⁴⁴, d'autres États membres à ce traité, comme la Colombie, se sont contentés de signaler la situation et de renvoyer aux textes nationaux concernés⁴⁵.

- 18 La notification doit intervenir « aussitôt » l'état d'urgence décrété, conformément au PIDCP⁴⁶. La CEDH est plus imprécise sur ce point, mais si un délai de deux semaines est acceptable, une déclaration qui interviendrait après plusieurs mois serait, en revanche, trop tardive⁴⁷. Durant l'épidémie de covid-19, la Serbie a déclaré le 15 mars l'état d'urgence, mais ne l'a notifié au Conseil de l'Europe que plus de trois semaines après (le 6 avril)⁴⁸.
- 19 Pour adopter l'« acte officiel » déclarant l'état de danger exceptionnel, l'État suit « les procédures prévues par la *loi nationale* »⁴⁹; selon les Principes de Syracuse, ces procédures doivent être « établies *avant* la survenance du danger »⁵⁰. Cette dernière précision, qui conduit les États à agir, en principe, dans le cadre de leur constitution et des dispositions législatives régissant l'exercice des pouvoirs exceptionnels⁵¹, est essentielle; il n'est jamais bon, en effet, de légiférer sur les droits et libertés pour l'avenir en période de crise.
- En France, c'est par le décret du Premier ministre du 16 mars⁵², cosigné par le ministre de la Santé, que les libertés ont initialement été limitées. Il s'agissait d'un acte réglementaire, et non d'une « loi » *stricto sensu*, mais ce décret se fonde sur un texte législatif de 2007 relatif aux menaces sanitaires de grande ampleur⁵³ qui avait été adopté à la suite de l'épidémie de grippe aviaire (H5N1). Ce texte autorise le ministre de la Santé (et non pas directement le Premier ministre) à prendre « toute mesure » pour protéger la santé de la population. Ces mesures doivent être « proportionnée(s) »⁵⁴, mais elles sont néanmoins susceptibles d'affecter une liste de droits et libertés « impressionnante et presque sans limite »⁵⁵. De plus, le Premier ministre peut, en vertu de ses pouvoirs propres, édicter des mesures de police applicables à l'ensemble du territoire, en particulier en cas de circonstances exceptionnelles, telle une épidémie⁵⁶.
- 20 Par ailleurs, le dispositif de la loi du 3 avril 1955 permet de déclarer l'état d'urgence pour douze jours « en cas d'événements présentant, par leur nature et leur gravité, le caractère de calamité publique »⁵⁷: la pandémie de coronavirus remplissait vraisemblablement cette condition.
- 21 Néanmoins, en réponse à la crise sanitaire, le choix a été fait en France de légiférer. Adopter ainsi une nouvelle loi, qui s'ajoute ainsi à celle du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence de « droit commun », n'est pas en phase avec l'esprit des textes internationaux de droits de l'homme. La finalité poursuivie était, certes, peut-être légitime puisqu'il s'agissait d'associer le Parlement dans un contexte de crise sanitaire sans précédent et de chercher à « concilier les impératifs d'efficacité dans cet objectif de santé publique avec les droits et libertés »,⁵⁸ mais « toute législation d'exception porte des risques de dérives »⁵⁹.
- 22 La nouvelle loi du 23 mars 2020 relative à l'épidémie de covid-19 permet de déclarer un « état d'urgence *sanitaire* »⁶⁰ « en cas de catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population ». Elle autorise le Premier ministre, chaque fois que ces conditions sont réunies, à limiter les droits et libertés par de nombreuses mesures, qu'il s'agisse de « restreindre ou interdire la circulation des personnes et des véhicules dans les lieux et aux heures fixés par décret »⁶¹, d'« interdire aux personnes de sortir de leur domicile, sous réserve des déplacements strictement indispensables aux besoins familiaux ou de santé »⁶² ou encore d'ordonner des mises en quarantaine. Ces mesures toutefois, doivent avoir pour « seules fins de garantir la santé publique »⁶³. Elles doivent aussi être « strictement proportionnées aux risques

sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu » ; de plus, « il y est mis fin sans délai lorsqu'elles ne sont plus nécessaires »⁶⁴.

B/- Les suspensions ou aménagements de droits sont tributaires de la situation interne

- 23 Lors de la crise du covid-19, quelques États seulement ont notifié à l'Organisation des Nations Unies des dérogations au Pacte international relatif aux droits civils et politiques conformément à son article 4⁶⁵. De même, une minorité d'États ont invoqué auprès du Secrétariat général du Conseil de l'Europe l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme⁶⁶. Ces États s'appuient sur la Déclaration de l'Organisation mondiale de la santé du 11 mars 2020 relative à la pandémie de coronavirus⁶⁷, qualifiant ainsi celle-ci de « danger public menaçant la vie de la nation »⁶⁸ (dans le cadre de la CEDH) ou de « danger public exceptionnel »⁶⁹ (dans le cas du PIDCP). Cette qualification est une première s'agissant de la Convention européenne des droits de l'homme puisqu'antérieurement, étaient en cause des attentats terroristes ou des guerres civiles⁷⁰. Dans le cas du Pacte, en revanche, des dérogations pour ce type de motifs avaient connu un précédent lors de la crise du H1N1⁷¹.
- 24 La liste des droits qui ont été suspendus à l'occasion de la pandémie de covid-19 varie sensiblement d'un État à un autre. Tous indiquent déroger à la liberté de circulation et de réunion et, la plupart, à la liberté d'association. Toutefois, le droit à la liberté et à la sûreté⁷², le droit au procès équitable⁷³, le droit à la vie privée et familiale⁷⁴, le droit de propriété⁷⁵ ou encore le droit à l'instruction⁷⁶ ont aussi été visés par plusieurs États.
- 25 Si la France a déclaré l'état d'urgence sur son territoire, elle a, en revanche, fait le choix de ne pas exercer son droit de dérogation tant pour le PIDCP que s'agissant de la CEDH, se plaçant ainsi sur le terrain des restrictions⁷⁷.
- 26 On sait que les dérogations conduisent à suspendre provisoirement un ou plusieurs droits en cas de circonstances exceptionnelles tandis que les restrictions constituent davantage de simples aménagements : prévues pour les temps « ordinaires », elles permettent à l'État de limiter les droits de l'homme tout en poursuivant l'application « normale » de la convention de droits de l'homme. Ainsi, la liberté de circulation⁷⁸ et le droit à la vie privée et familiale⁷⁹ peuvent être restreints pour protéger la santé. Les restrictions peuvent être explicitement prévues par les conventions internationales, comme dans le cas des droits qui viennent d'être évoqués, ou être implicites au droit protégé ; tel est le cas, par exemple, s'agissant du droit d'accès à un tribunal⁸⁰ ou du droit à l'instruction⁸¹. Toutefois, dans tous les cas, elles doivent être prévues par la loi et poursuivre un but légitime, par exemple celui de protection de la santé⁸², tout en étant strictement nécessaires et proportionnelles⁸³.
- 27 Certains droits peuvent être restreints ; d'autres non. Tel est le cas du droit à la liberté et à la sûreté : la liste des exceptions prévues pour ce droit est exhaustive et son interprétation restrictive⁸⁴ ; pour le limiter davantage, il faut y déroger en se prévalant de la clause prévue à cet effet dans la convention de droits de l'homme.
- 28 Dans l'absolu, une simple restriction est préférable à une dérogation : cette option juridique est davantage en phase avec le « principe de normalité » vers lequel les États doivent tendre ; il permet d'insister sur le plein respect des droits et libertés. On pourrait craindre en effet qu'une dérogation n'entraîne des limitations en cascade et ne

conduise à ériger la situation d'urgence en « nouvelle norme »⁸⁵. De plus, lorsque le juge international examine une simple restriction des droits, il réalise un contrôle plus strict que quand il s'agit d'une dérogation⁸⁶ ; la marge laissée à l'État dans cette hypothèse est, ainsi, plus restreinte.

- 29 Toutefois, les droits de l'homme ne sont pas des droits éthérés : ils sont amenés à composer avec les sinuosités du réel, en particulier avec la pratique des États. Or, l'importance et la multiplicité des limitations apportées aux droits et libertés en France durant la crise du covid-19 justifiaient de se placer sur le terrain des articles 4 du PIDCP et 15 de la CEDH.
- 30 Cette option apparaît la plus cohérente : une distorsion importante entre la situation interne - à savoir celle d'un état d'urgence, qui conduit, notamment, à assigner à domicile une population - et la situation internationale - celle d'une application « normale » des conventions de droits de l'homme - pourrait être tendancieuse. La « normalité » ne serait, en effet, alors plus qu'apparente et dissimulerait, tel un voile pudique, des limitations importantes des libertés pour l'individu. Un tel hiatus pourrait placer le juge supranational dans une position délicate et être contre-productif, à long terme, pour les droits de l'homme. En effet, lorsqu'une fois les recours internes épuisés, celui-ci se prononcera sur une affaire liée à cette crise sanitaire, il sera amené, en l'absence de dérogation de la part de l'État, à apprécier la situation en cause comme si elle constituait un simple aménagement de droits en période ordinaire. Or ladite mesure, prise dans un contexte d'état d'urgence, ne sera pas nécessairement ordinaire. Le juge sera, alors, peut-être, tenté d'assouplir son contrôle, de malléer le principe de proportionnalité à l'image des « montres molles de Salvador Dali »⁸⁷. Tel serait le cas par exemple s'il se prononçait sur le droit au procès équitable et sur le délai raisonnable sachant que la Cour européenne des droits de l'homme, elle-même, a restreint son activité juridictionnelle à l'essentiel en cette période exceptionnelle. Cette affaire créera un précédent dont on connaît l'importance dans la jurisprudence de la Cour. Au bout du compte, tordre ainsi les conventions ne peut que fragiliser la protection des droits de l'homme.
- 31 Par ailleurs, la dérogation ne doit pas être caricaturée : invocable seulement pour les droits qui ont été notifiés aux instances internationales compétentes, elle ne conduit pas à suspendre ceux-ci de manière totale et absolue puisque chaque mesure est régie par les principes de nécessité et de proportionnalité⁸⁸. S'il existe bien une différence de contrôle de la part du juge international sur une restriction ou une dérogation, elle ne réduit en aucun cas à néant ce contrôle dans la seconde hypothèse. Comme la Cour européenne des droits de l'homme l'a précisé, « les États ne jouissent pas (...) d'un pouvoir illimité en ce domaine. La Cour a compétence pour décider, notamment, s'ils ont excédé la "stricte mesure" des exigences de la crise. La marge nationale d'appréciation s'accompagne donc d'un contrôle européen (...). Quand elle exerce celui-ci, la Cour doit en même temps attacher le poids qui convient à des facteurs pertinents tels que la nature des droits touchés par la dérogation, la durée de l'état d'urgence et les circonstances qui l'ont créé »⁸⁹.
- 32 De plus, en notifiant une dérogation aux instances internationales compétentes, l'État peut, ce faisant, manifester une volonté de transparence ou, tout au moins, un souci d'« apprivoiser la situation d'urgence »⁹⁰ : les non-dits, les manières de faire opaques favorisent l'arbitraire et l'incertitude juridique. Il convient, à cet égard, de souligner

que la Hongrie n'a pas dérogé aux conventions internationales de droits de l'homme durant la crise du covid-19 alors que son Premier Ministre avait décrété, sans contrôle parlementaire, l'état d'urgence pour une durée illimitée ; la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe⁹¹ l'a d'ailleurs déploré.

- 33 Un certain nombre de garanties est, en effet, attaché à la dérogation : une fois qu'il a informé sa population de l'état d'urgence par un « acte officiel », puis les autres États par la notification en exposant les raisons qui l'ont conduit à déroger⁹², le Membre doit tenir ces derniers au courant de l'évolution de la situation, en particulier en indiquant quand l'état d'urgence prend fin ou s'il est prolongé. Or, il est sans aucun doute plus difficile d'opter pour la prolongation lorsqu'on doit le signaler aux autres États du monde que quand on y procède, plus discrètement, dans son seul ordre interne. De ce point de vue, la dérogation peut limiter la tentation d'inscrire l'état d'urgence dans le long terme. Elle peut aussi, préserver son caractère exceptionnel et favoriser un retour plus rapide à la « normale ».
- 34 Certes, la dérogation est un droit de l'État, et non une obligation en ce sens que le juge international ne vient pas censurer son abstention⁹³. Toutefois, dans la mesure où la France en avait fait usage en 2015 à l'occasion des attentats terroristes, il aurait été pertinent d'activer cette clause durant la crise sanitaire. Il est, semble-t-il, plus acceptable pour l'État de reconnaître une dérogation aux droits de l'homme pour lutter contre un ennemi du genre humain que lorsque les limitations de droits de l'homme affectent toute sa population.
- 35 D'autant que certaines mesures françaises prises dans le cadre de la crise sanitaire posent question eu égard au fonctionnement « normal » des conventions internationales de droits de l'homme. Certes, le droit à la liberté et à la sûreté est interprété de manière étroite par les organes internationaux de protection des droits de l'homme : il ne confère pas un droit de faire ce que l'on veut ou d'aller où bon nous semble ; il est « seulement » une liberté physique. Ainsi le confinement ou les règles de distanciation sociale ne rentrent pas, en principe, dans son champ⁹⁴. Toutefois, « entre privation et restriction de liberté, il n'y a (...) qu'une différence de degré ou d'intensité, non de nature ou d'essence »⁹⁵ selon la Cour européenne des droits de l'homme. Le lien est donc tenu. La question se pose de savoir si la mesure de confinement domiciliaire qui a été imposée en France a, ou non, franchi ce seuil d'ingérence. Pour répondre à cette question, toute une série de critères doit, conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, être prise en compte, qu'il s'agisse des modalités de la mesure, de sa durée, de ses effets ou encore de ses conditions de mise en oeuvre⁹⁶. De ce point de vue, il est possible de considérer notamment que si le confinement avait été total (c'est-à-dire si le Conseil d'État et les autorités avaient accédé à la demande des médecins qui préconisaient une telle mesure⁹⁷) ou si le confinement avait été prolongé de manière outrancière compte tenu du contexte sanitaire, la qualification de privation de liberté aurait été justifiée. Considérant toutefois que des exceptions au confinement existaient et que celui-ci a pris fin une fois le risque majeur de contagion écarté, la mesure semble pouvoir être considérée comme une simple restriction à la liberté de circulation.
- 36 La mesure de quarantaine stricte d'une durée de 14 jours qui a été appliquée aux personnes arrivant en Outre mer et Nouvelle Calédonie pose, en revanche, davantage question. Le Conseil d'État a été saisi de cette mesure par des personnes ainsi mises en « quatorzaine » en Guadeloupe⁹⁸, avec interdiction de se déplacer hors de l'hôtel selon

les requérants⁹⁹ ; il a estimé que cette mesure ne portait pas d'atteinte disproportionnée aux droits et libertés. Quelques jours plus tard, le Conseil constitutionnel a pourtant considéré qu'« en cas d'interdiction de toute sortie, les mesures de mise en quarantaine, de placement et de maintien en isolement constituent une privation de liberté. Il en va de même lorsqu'elles imposent à l'intéressé de demeurer à son domicile (...) pendant une plage horaire de plus de douze heures par jour »¹⁰⁰.

- 37 Par ailleurs, la prolongation de plein droit des détentions provisoires prévues par l'ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020¹⁰¹ déroge, de fait, au droit à la liberté et à la sûreté tel que protégé dans les conventions internationales de droits de l'homme¹⁰².

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. Voir le Décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19, *JORF* n°0066 du 17 mars 2020. Voir aussi l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19, *JORF* n°0064 du 15 mars 2020 ; la Communication de la Commission de l'UE COVID-19 : restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE (COM(2020) 115) du 16 mars 2020 (voir aussi le règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen)) ; le Décret n° 2020-279 du 19 mars 2020 modifiant le décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19, *JORF* n°0069 du 20 mars 2020 ; le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, *JORF* n°0072 du 24 mars 2020.

2. Le confinement a débuté en France métropolitaine le 17 mars 2020 et a pris fin le 11 mai.

3. Voir l'entretien avec Edgar Morin, *Le Monde*, 19 et 20 avril 2020, p. 28 et 29.

4. Sur cette question, voir Isabelle Boucobza et Stéphanie Hennette-Vauchez, « L'état d'urgence dans la durée : comédie dramatique en plusieurs actes », *Revue des droits de l'homme*, 2017, n° 12.

5. L'état d'urgence sanitaire est entré en vigueur en France le 24 mars 2020 (voir Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, *JORF* n°0072 du 24 mars

2020) ; il a pris fin en France métropolitaine le 11 juillet 2020 (voir Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions). Voir aussi la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire.

6. Voir CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme), *Avis sur le suivi de l'état d'urgence et les mesures anti-terroristes de la loi du 21 juillet 2016*, 26 janvier 2017 : « L'administration ne se réfère pas à un trouble à l'ordre public, mais craint plutôt un passage à l'acte, de sorte que l'on passe d'un ordre public objectif à un ordre public virtuel » (Serge Slama).

7. Voir Ludovic Hennebel, « Le complexe du cannibale : l'ennemi du genre humain face au droit » in Ludovic Hennebel et Hélène Tigroudja (dir.), *Humanisme et droit, Mélanges en hommage au Professeur Jean Dhommeaux*, Paris, Pedone, 2013, p. 75.

8. Emile Durkheim, « Définitions du crime et fonction de châtement » in Denis Szabo (coord.), *Deviance et criminalité. Textes*, Paris, Armand Colin, 1970. Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/definition_du_crime/definition_du_crime_texte.html

9. Ludovic Hennebel, « Le complexe du cannibale (...) », *op. cit.*, p. 76 et 77.

10. Voir l'« Adresse aux Français » du Président de la République Emmanuel Macron du 16 mars 2020 : le terme « guerre » est employé à sept reprises.

11. Le terme « norme » est ici employé dans toute sa complexité, c'est-à-dire comme désignant tant ce qui est légal que ce qui est normal. Sur la notion de norme, voir Daniel Lochak, « Droit, normalité et normalisation » in *Le droit en procès*, 1983, p. 51.

12. Sébastien Van Drooghenbroeck et Xavier Delgrange, « Le principe de proportionnalité : retour sur quelques espoirs déçus », *Revue du droit des religions*, 2019, n° 7. Disponible en ligne : <https://journals.openedition.org/rdr/290>

13. Voir Ludovic Hennebel et Hélène Tigroudja, *Traité de droit international des droits de l'homme*, Paris, Pedone, 2016, p. 29.

14. Jacques Mourgeon, *Les droits de l'homme*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, p. 5.

15. Art. 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) de 1948.

16. Jacques Mourgeon, *Les droits de l'homme*, *op. cit.*, p. 18.

17. Art. 29, par. 2 de la DUDH. Voir aussi l'art. 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

18. Voir not. le Décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 préc., le décret n° 2020-279 du 19 mars 2020 préc. et le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 préc.

19. Art. 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (« PIDCP ») du 16 décembre 1966.

20. Alain Clémence, Willem Doise, Annamaria Silvana de Rosa et Lorena Gonzalez, « La représentation sociale des droits de l'homme : une recherche internationale sur l'étendue et les limites de l'universalité », *International journal of psychology*, 1995, Vol. 30, n° 2, p. 19.

21. Art. 4 du PIDCP du 16 décembre 1966. Voir aussi Comité des droits de l'homme des Nations Unies (« CDH »), Observation générale n° 29, *États d'urgence (article 4)*. L'article 15 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ou Convention européenne des droits de l'homme : « CEDH ») du 4 novembre 1950 emploie quant à lui, les notions d'« état d'urgence » (intitulé de l'article) et de « danger public menaçant la vie de la nation » (corps de l'article). Dans la présente étude, nous emploierons ces notions indifféremment.

22. *Ibid.*

23. Selon les termes du Président de la République Emmanuel Macron : voir « Adresse aux Français » préc. du 16 mars 2020.

24. Voir Principes de Syracuse concernant les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui autorisent des restrictions ou des dérogations, reproduit en annexe de Conseil économique et social des Nations Unies (Commission des droits de l'homme), « État des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme », 28 septembre 1984, Doc. NU E/CM.4/1985/4, par. 39 (ci-après « Principes de Syracuse »).

25. Voir Ludovic Hennebel et Hélène Tigroudja, *Traité de droit international des droits de l'homme*, op. cit., p. 719.

26. En ce sens, *ibid.*

27. Par. 54 des Principes de Syracuse (non souligné dans la version d'origine).

28. Voir Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Emergency measures and covid-19: guidance », 27 avril 2020 en ligne : https://www.ohchr.org/Documents/Events/EmergencyMeasures_COVID19.pdf : « *If derogations from a State's human rights obligations are needed to prevent the spread of COVID-19, all measures taken should be proportionate and limited to those strictly required by the exigencies of the situation* ».

29. Les États doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie des personnes placées sous leur juridiction (sur ce point, voir *infra*) ; ils doivent notamment « protéger la vie (...) contre le risque de maladie » (Cour européenne des droits de l'homme (Cour EDH), 1^{er} mars 2001, *Berktaç c/ Turquie*, req. n° n° 22493/93, par. 154). Conformément à cette jurisprudence (voir aussi not. Cour EDH, 29 septembre 2008, *Affaire Boudaïeva et autres c. Russie*, req. n°s 15339/02, 21166/02, 20058/02, 11673/02 et 15343/02), l'État doit faire preuve de diligence en s'approvisionnant en matériel nécessaire pour faire face à une crise sanitaire lorsqu'elle survient, voire en amont de celle-ci.

30. En ce sens, CDH, Observation générale n° 29, *op. cit.*, par. 5.

31. Art. 4, par. 2 du PIDCP et art. 15, par. 2 de la CEDH.

32. Sur cette notion, voir not. Mireille Delmas-Marty, « Le crime contre l'humanité, les droits de l'homme et l'irréductible humain », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1994, n° 3, p. 477- 490.

33. Art. 7 du PIDCP.

34. Art. 15, par. 3 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (« PIDESC ») du 16 décembre 1966.

35. CE, Ordonnance du 28 mars 2020, *Demande de recommandation temporaire d'utilisation pour le Plaquenil (Covid-19)*, n° 439765, not. par. 13.

36. Voir l'art. 4, par. 2 du PIDCP.

37. Art. 18, par. 3 du PIDCP.

38. Art. 8, IV du Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et

art. 10, III, du décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

39. CE, Ordonnance du 18 mai 2020, *Rassemblements dans les lieux de culte*, n° 440366, 440380, 440410, 440531, 440550, 440562, 440563, 440590.

40. Art. 4, par. 1 du PIDCP. Voir aussi le par. 42 des Principes de Syracuse.

41. Art. 4, par. 3 du PIDCP. Voir aussi le par. 44 des Principes de Syracuse.

42. Voir CDH, *Tae Hoon Park c. République de Corée*, Constatations du 3 novembre 1998, communication n° 628/1995, par. 8.2 et 10.4. Sur la question, voir Ludovic Hennebel et Hélène Tigroudja, *Traité de droit international des droits de l'homme*, op. cit., p. 721.

43. Par. 44 des Principes de Syracuse.

44. Voir la déclaration du 14 avril 2020 au Secrétaire général de l'ONU. En ligne : <https://treaties.un.org/doc/Publication/CN/2020/CN.134.2020-Eng.pdf>

45. Voir la déclaration du 17 avril 2020 au Secrétaire général de l'ONU. En ligne : <https://treaties.un.org/doc/Publication/CN/2020/CN.141.2020-Eng.pdf>

46. Art. 4, par. 3 du PIDCP.

47. Kushtrim Istrefi et Isabel Humburg, « To notify or not to notify : derogations from human rights treaties », *Opinio Juris*, 18 avril 2020, en ligne : <https://opiniojuris.org/2020/04/18/to-notify-or-not-to-notify-derogations-from-human-rights-treaties/>

48. Voir « Reservations and Declarations for Treaty No.005 - Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms ». En ligne : <https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/005/declarations>

49. Par. 43 des Principes de Syracuse (non souligné dans le texte initial).

50. *Ibid.*

51. *Ibid.*

52. Voir le Décret n° 2020-260 préc.

53. Loi n° 2007-294 du 5 mars 2007 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur.

54. Article L3131-1 du Code de la Santé publique.

55. Didier Truchet, « L'urgence sanitaire », *Revue de droit sanitaire et social* 2007, p. 411. Sur cette question, voir aussi Stéphanie Renard, « Covid-19 et libertés : du collectif vers l'intime », *Revue des droits et libertés fondamentaux* 2020, chron. 10 (en ligne).

56. Conseil d'État (« CE »), Ordonnance du 22 mars 2020, *Syndicat jeunes médecins*, n° 439674, par. 2. Voir aussi CE, arrêt du 28 avril 1919, *Dames Dol et Laurent*, n° 61593.

57. Art. 1^{er} de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence.

58. Voir « Etude d'impact. Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 », 18 mars 2020, Par. 2.2, en ligne : <http://www.senat.fr/leg/etudes-impact/pjl19-376-ei/pjl19-376-ei.pdf>

59. William Bourdon, « État d'urgence sanitaire : vigilance face à une logique d'exception », 21 mars 2020, <https://blogs.mediapart.fr/w-bourdon/blog/210320/etat-d-urgence-sanitaire-vigilance-face-une-logique-d-exception>.

60. Voir le Titre 1^{er} de la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 précitée (non souligné dans le texte d'origine).

61. Art. 2 de la loi.

62. *Ibid.*

63. *Ibid.*

64. *Ibid.*

65. 13 États sur 173 ont activé la clause de dérogation (art. 4) de cette convention, à savoir : l'Arménie, le Chili, l'Equateur, l'Estonie, la Géorgie, le Guatemala, le Kirghizistan, la Lettonie, le Pérou, l'État de Palestine, la Roumanie, Saint-Marin et le Salvador.

Pour consulter ces déclarations, voir https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-4&chapter=4

66. 10 États sur 47 ont activé la clause de dérogation de la Convention européenne des droits de l'homme (art. 15) : l'Albanie, l'Arménie, l'Estonie, la Géorgie, la Lettonie, la Macédoine du Nord, la Moldavie, la Roumanie, Saint-Marin et la Serbie. Pour consulter ces déclarations, voir « Reservations and Declarations for Treaty No.005 - Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms », *op. cit.*

67. Allocution liminaire du Directeur général de l'OMS lors du point presse sur la COVID-19, 11 mars 2020, en ligne : <https://www.who.int/fr/dg/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-media-briefing-on-covid-19---11-march-2020>

68. Art. 15 de la CEDH.

69. Art. 4 du PIDCP.

70. Sur la question, voir Carole Nivard, « Le respect de la Convention européenne des droits de l'homme en temps de crise sanitaire mondiale », *Revue des droits de l'homme*, Avril 2020, en ligne : <https://journals.openedition.org/revdh/8989>

71. Voir la Déclaration de dérogation du Guatemala du 6 mai 2009 ; en ligne : https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-4&chapter=4

72. Voir par ex. la déclaration de dérogation de la Géorgie du 21 mars 2020 dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'homme : voir « Reservations and Declarations for Treaty No.005 - Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms », *op. cit.*

73. Voir par ex la déclaration de dérogation de l'Estonie du 20 mars 2020 dans le cadre de la CEDH : voir « Reservations and Declarations for Treaty No.005 (...) », *ibid.*

74. Voir par ex la déclaration de dérogation de l'Estonie, *ibid.*

75. Voir par ex. la déclaration de dérogation de l'Arménie du 16 mars 2020 dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'homme et de ses protocoles : « The property of natural and legal persons, including medicine, medical items and other materials, may be used — in cases and as prescribed by the Commandant — for the purpose of ensuring the regime of state of

emergency, and they shall have the right to receive equivalent compensation » : voir « Reservations and Declarations for Treaty No.005 (...) », *op. cit.*

76. Voir par ex. la déclaration de dérogation de l'Albanie dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'homme et de ses protocoles : voir « Reservations and Declarations for Treaty No.005 (...) », *op. cit.*

77. Sur cette question, voir Frédéric Sudre, « La mise en quarantaine de la Convention européenne des droits de l'homme », *Le Club des Juristes*, 20 avril 2020, disponible en ligne : <https://www.leclubdesjuristes.com/> ; Sébastien Touzé, « La restriction vaudra toujours mieux que la dérogation... », *Le Club des Juristes*, 22 avril 2020, disponible sur le site du Club des juristes, *ibid.* ; Jean-Paul Costa, « Le recours à l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme », 27 avril 2020, disponible sur le site du Club des juristes, *ibid.* ; Mustapha Afroukh, « Covid-19 et droit de dérogation : les réponses du droit international des droits de l'homme », *Revue des droits et libertés fondamentaux (RDLF)*, 2020, Chron. n° 40, en ligne : <http://www.revuedlf.com/cedh/covid-19-et-droit-de-derogation-les-reponses-du-droit-international-des-droits-de-lhomme/> ; Gérard Gonzales, « L'article 15 de la convention européenne à l'épreuve du covid19 ou l'ombre d'un doute », *RDLF* 2020 chron. n°43. Sur la question, voir aussi Martin Scheinin, « COVID-19 Symposium: To Derogate or Not to Derogate? », *Opinio Juris*, 6 avril 2020, En ligne <https://opiniojuris.org/2020/04/06/covid-19-symposium-to-derogate-or-not-to-derogate/>

78. Voir l'art. 12, par. 3 du PIDCP et l'art. 2, par. 3 du Protocole n° 4 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales reconnaissant certains droits ou libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier Protocole additionnel à la Convention du 16 septembre 1963 (tel qu'amendé par le Protocole n° 11).

79. Voir art. 8, par. 2 de la CEDH.

80. Voir Cour EDH, arrêt du 21 février 1975, *Golder c. Royaume-Uni*, req. n° 4451/70, tt spéc. par. 38.

81. Voir Cour EDH, arrêt du 23 juillet 1968, *Affaire relative à certains aspects du régime linguistique de l'enseignement en Belgique c. Belgique*, req. n°1474/62; 1677/62; 1691/62; 1769/63; 1994/63; 2126/64, not. par. 5.

82. Voir le par. 25 des Principes de Syracuse.

83. Voir par ex., à propos de la liberté de circulation, CDH, Observation générale n° 27, 2 nov. 1999, *Liberté de circulation (art. 12)*, par. 14.

84. Voir not. Cour EDH, arrêt du 28 novembre 2013, *Glien c. Allemagne*, req. n° 7345/12, par. 71. Voir toutefois l'arrêt *Hassan c. Royaume-Uni* (Cour EDH, arrêt du 16 décembre 2014). Sur la

question, voir Ludovic Hennebel et Hélène Tigroudja, *Traité de droit international des droits de l'homme*, *op. cit.*, p. 962.

85. Voir aussi Martin Scheinin, « COVID-19 Symposium (...), *op. cit.* (notre traduction).

86. Sur la question, voir Sébastien Touzé, « La restriction vaudra toujours mieux que la dérogation... », *op. cit.* et Mustapha Afroukh, « Covid-19 et droit de dérogation (...) », *op. cit.*

87. Gérard Gonzales, « L'article 15 de la convention européenne à l'épreuve du Covid19 ou l'ombre d'un doute », *op. cit.*

88. Sur ce point, voir *supra*.

89. Cour EDH, arrêt du 26 mai 1993, *Affaire Brannigan et McBride c. Royaume-Uni*, req. n° 14553/89 et 14554/89, par. 43.

90. Martin Scheinin, « COVID-19 Symposium (...), *op. cit.* (notre traduction).

91. Voir la lettre du 24 mars 2020 adressée par la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe au Premier ministre de Hongrie, en ligne : <https://rm.coe.int/orban-pm-hungary-24-03-2020/16809d5f04>.

Pour plus de développements sur la question, voir Martin Scheinin, *ibid.* et Carole Nivard, « Le respect de la Convention européenne des droits de l'homme en temps de crise sanitaire mondiale », *op. cit.*

La Hongrie a finalement mis fin à l'état d'urgence le 16 juin mais certaines mesures sont restées ancrées dans le droit positif : voir Jean-Baptiste François, « La Hongrie adopte la fin d'un état d'urgence décrié », *La Croix*, le 16/06/2020.

92. Voir *supra*.

93. Sur ce point, voir Jean-Paul Costa, « Le recours à l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme », *op. cit.*

94. En ce sens, Alan Greene, « States should declare a state of emergency using article 15 ECHR to confront the coronavirus pandemic », *Strasbourg Observers*, 1^{er} avril 2020, en ligne : <https://strasbourgobservers.com/2020/04/01/states-should-declare-a-state-of-emergency-using-article-15-echr-to-confront-the-coronavirus-pandemic/>

95. Cour EDH, arrêt du 6 novembre 1980, *Affaire Guzzardi contre Italie*, req. n° 7367/76, par. 93.

96. Voir Cour EDH, Arrêt du 8 juin 1976, *Engel c. Pays-Bas*, req. n° 5100/71; 5101/71; 5102/71; 5354/72; 5370/72.

97. Voir CE, Ordonnance du 22 mars 2020, *op. cit.*

98. CE, ordonnance du 5 mai 2020, n° 440288.

99. Voir toutefois le par. 12 de l'ordonnance : « Si l'article 2 de l'arrêté contesté interdit tout déplacement en dehors du lieu d'hébergement pendant la période de quarantaine, cette disposition n'a pas pour objet et ne saurait avoir pour effet de faire obstacle à la prise en charge médicale des personnes placées en quarantaine et leur déplacement, le cas échéant, dans un autre lieu si leur état de santé le justifie ».

100. Conseil Constitutionnel (CC), Décision n° 2020-800 DC du 11 mai 2020, *Loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions*, par. 33.

101. Voir les art. 15 et s. de l'ordonnance. Pour plus de développements sur la question, voir *infra*.

102. Sur cette question, voir *infra*.

ABSTRACTS

La crise sanitaire actuelle se distingue de l'état d'urgence qu'a connu la France de 2015 à 2017 : généralisées, les limitations de libertés sont devenues, pour un temps, la *norme*. Le présent article se propose d'examiner, à l'aune du droit international des droits de l'homme, les principales mesures prises en France dans ce contexte à partir de mars 2020. Cet examen montre que si la liberté et la sécurité sont deux nécessités, l'équilibre entre l'une et l'autre n'est pas aisé.

Les dérogations aux droits de l'homme protégés au niveau international ne peuvent intervenir qu'« en cas de danger public exceptionnel ». Si l'État doit éviter de suspendre ces droits, lorsqu'il entend néanmoins déroger à une convention internationale qui y est relative, la notification aux instances internationales compétentes et, ainsi, aux autres États, est préconisée dans un souci de transparence et de cohérence.

En période de crise sanitaire comme en d'autres temps, la responsabilité internationale de l'État peut être engagée tant parce qu'il a porté atteinte, de manière active, à un droit de l'homme, que lorsque, passif, il n'a pas pris les mesures qui s'imposaient. Une mise en balance entre droit à la vie et libertés est ainsi nécessaire, y compris lorsque celui-ci envisage de recourir à des techniques de traçage aux fins de protection de la santé.

De plus, l'État doit s'assurer que les mesures adoptées n'entraînent pas de discriminations fondées, en particulier, sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale. Face à une telle épidémie, deux catégories de personnes sont particulièrement vulnérables, à savoir celles qui se trouvent dans des lieux d'enfermement et celles qui ne disposent pas de logement et se trouvent en situation précaire. L'État a une faible latitude dans la limitation des droits économiques, sociaux et culturels : la satisfaction de l'essentiel de chacun de ces droits internationaux doit être garantie en toute circonstance.

Il apparaît finalement qu'un dialogue renforcé entre autorités nationales et internationales en matière de droits de l'homme pourrait améliorer la gestion d'une prochaine crise sanitaire : dans un tel contexte, l'universalisme et le souverainisme doivent être pensés ensemble.

AUTHOR

CATHERINE LE BRIS

Chercheuse au CNRS (Institut des Sciences Juridique et Philosophique de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / CNRS)